
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 55

Bill 55

Loi modifiant de nouveau la Loi favorisant le regroupement des municipalités

An Act to again amend the Act to promote the regroupment of municipalities

Première lecture

First reading

M. TESSIER

Projet de loi 55

Loi modifiant de nouveau la Loi favorisant le regroupement des municipalités

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (1971, chapitre 53) est modifié en ajoutant après le paragraphe e le paragraphe suivant:

« f) « municipalité »: une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne; lorsque employé en relation avec une unité de regroupement, peut également signifier une partie de telle municipalité ».

2. L'article 2 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant la huitième ligne du premier alinéa;

b) en ajoutant après le premier alinéa le suivant:

« Le ministre peut inclure la même municipalité dans plus d'une unité de regroupement à partir de données lui permettant de croire qu'il y a avantage à ce que des parties de cette municipalité soient rattachées à d'autres ».

c) en remplaçant dans la sixième ligne du quatrième alinéa les mots « peut se dispenser » par les mots « est dispensé ».

3. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 14*) des lois de 1972 est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, l'alinéa suivant:

Bill 55

An Act to again amend the Act to promote the regroupment of municipalities

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act to promote the regroupment of municipalities (1971, chapter 53) is amended by adding after paragraph e the following:

“(f) “municipality”: a city, town, village or country municipality, when used in relation to a regroupment unit, may also mean part of that municipality.”

2. Section 2 of the said act is amended:

(a) by striking out the words “city, town, village or country” in the seventh line of the first paragraph;

(b) by inserting after the first paragraph the following:

“The Minister may include the same municipality in more than one regroupment unit on the basis of data allowing him to believe it advantageous that parts of that municipality be attached to others.”;

(c) by replacing the words “may be” in the seventh line of the fourth paragraph by the word “is”.

3. Section 5 of the said act, amended by section 1 of chapter (*insert here chapter number of Bill 14*) of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of subsection 2, the following:

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 a pour objet de définir le mot « municipalité ».

L'article 2 établit la concordance avec l'article 1 et prévoit que le ministre des affaires municipales peut inclure une même municipalité dans plusieurs unités de regroupement.

L'article 3 permet d'établir les conditions de la division si une municipalité est démembrée à la suite d'une fusion.

L'article 4 permet à la Commission municipale de faire des recommandations au ministre des affaires municipales à l'égard d'une requête en fusion même s'il n'y a pas eu d'enquête tenue par elle.

L'article 5 est de concordance avec l'article 2.

L'article 6 permet à la Commission municipale de tenir une enquête peu importe que le rapport conclut qu'il est souhaitable ou non que la fusion ait lieu.

L'article 7 corrige une erreur de rédaction.

L'article 8 est de concordance avec l'article 2.

Les articles 9 et 10 sont de concordance avec l'article 3.

L'article 11 prévoit que le contrôle financier s'effectuera à compter de la création de l'unité de regroupement.

L'article 12 est de concordance avec l'article 3.

EXPLANATORY NOTES

The object of section 1 is to define the word "municipality".

Section 2 establishes concordance with section 1 and provides that the Minister of Municipal Affairs may include the same municipality in several regroupment units.

Section 3 enables establishment of the terms of division if a municipality is broken up in consequence of an amalgamation.

Section 4 allows the Municipal Commission to make recommendations to the Minister of Municipal Affairs regarding a petition for amalgamation even if it has not investigated the case.

Section 5 is for concordance with section 2.

Section 6 allows the Municipal Commission to hold an investigation whether or not the report concludes that amalgamation is desirable.

Section 7 corrects a printing error.

Section 8 is for concordance with section 2.

Sections 9 and 10 are for concordance with section 3.

Section 11 provides that financial control will begin at the same time as the regroupment unit is created.

Section 12 is for concordance with section 3.

« Lorsqu'une municipalité n'est pas comprise en totalité dans une unité de regroupement, la requête conjointe doit en outre énoncer les conditions de la division de cette municipalité, conditions arrêtées d'un commun accord entre les municipalités concernées. À défaut d'accord à ce sujet dans la requête conjointe, la Commission peut établir ces conditions à la demande d'une municipalité intéressée, lesquelles sont alors reproduites dans les lettres patentes délivrées en vertu de l'article 14. »

4. L'article 9 de ladite loi est modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, après le mot « ministre », les mots « , lui fait ses recommandations »;

b) en ajoutant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, après le mot « rapport », les mots « et de ses recommandations »;

c) en ajoutant après le troisième alinéa le suivant:

« En outre, même si aucune enquête n'a été requise, la Commission peut faire au ministre, à l'égard d'une requête conjointe qui lui est transmise, toute recommandation qu'elle juge opportune. Elle doit dans un tel cas transmettre copie de ces recommandations aux municipalités visées par la requête conjointe ».

5. Le paragraphe 1 de l'article 10 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin du deuxième alinéa, ce qui suit: « ou, dans le cas de partie d'une municipalité, suivant la partie du rôle qui la concerne ».

6. L'article 11 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

« **11. 1.** À la suite de la réception du rapport visé à l'article 10, la Commission peut tenir une enquête publique sur l'opportunité de la fusion ou sur ce que devraient être les conditions de la fusion.

7. L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le chiffre « 2 » par le chiffre « 1 ».

“When the whole of a municipality is not included in a regroupment unit, the joint petition must also state the conditions of division of that municipality, which shall be determined by agreement between the municipalities concerned. Failing agreement in this respect in the joint petition, the Commission may determine such conditions, at the request of the municipality concerned, which shall then be reproduced in the letters patent issued under section 14.”

4. Section 9 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word “Minister” in the second line of the third paragraph the words”, make its recommendations to him”;

(b) by adding after the word “report” in the third line of the third paragraph the words “and recommendations”;

(c) by adding after the third paragraph the following:

“Moreover, even if no investigation was necessary, the Commission may make to the Minister, with respect to a joint petition forwarded to it, any recommendation it considers expedient. It must in that case send a copy of that recommendation to the municipalities contemplated by the joint petition.”

5. Subsection 1 of section 10 of the said act is amended by adding at the end of the second paragraph the following: “or, in the case of part of a municipality, in accordance with the part of the roll relating to it.”

6. Section 11 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

“**11. (1)** Following receipt of the report contemplated in section 10 the Commission may hold a public investigation on the expediency of amalgamation or on what the conditions of amalgamation should be.”

7. Section 12 of the said act is amended by replacing the figure “2” in the fourth line by the figure “1”.

8. L'article 13 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin du dernier alinéa, ce qui suit: « ou, dans le cas de partie d'une municipalité, suivant la partie du rôle qui la concerne ».

9. L'article 17 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« À compter de la même date, toute partie d'une municipalité divisée qui n'est pas comprise dans le territoire de la nouvelle municipalité continue de former une municipalité distincte et reste sujette aux mêmes droits, obligations et charges, sous réserve des conditions de la division. »

10. L'article 19 de ladite Loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le transfert prévu au premier alinéa ne s'applique pas, à moins que les conditions de la division n'y pourvoient, aux fonctionnaires et employés d'une municipalité divisée, lesquels demeurent, aux mêmes conditions, à l'emploi de la même municipalité. »

11. L'article 20 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans le troisième alinéa les deuxième, troisième et quatrième lignes jusqu'au mot « effet » inclusivement par ce qui suit: « l'article 3, à compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'avis prévu à l'article 2, dans le cas de l'article 4, à compter de la publication de l'avis prévu à l'article 6, et dans le cas de l'article 10 ».

12. L'article 24 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin du premier alinéa ce qui suit: « La population d'une partie d'une municipalité est par ailleurs établie de la façon que détermine le lieutenant-gouverneur en Conseil ».

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

8. Section 13 of the said act is amended by adding at the end of the last paragraph the following: "or, in the case of part of a municipality, in accordance with the part of the roll relating to it."

9. Section 17 of the said act is amended by adding the following:

"From the same date, any part of a divided municipality not included in the territory of the new municipality shall continue to be a separate municipality and remains subject to the same rights, obligations and charges, subject to the conditions of the division."

10. Section 19 of the said act is amended by adding the following:

"The transfer contemplated in the first paragraph does not apply, unless the conditions of division provide for it, to the officers and employees of a divided municipality who shall remain on the same conditions in the employ of the same municipality."

11. Section 20 of the said act is amended by replacing the words "or 4, from the publication provided for in section 6; in the case of section 10, it shall have effect" in the second, third and fourth lines of the third paragraph by the following: " , from the publication in the *Québec Official Gazette* of the notice provided for in section 2, in the case of section 4, from the publication of the notice provided for in section 6, and in the case of section 10, ".

12. Section 24 of the said act is amended by adding at the end of the first paragraph the following: "The population of part of a municipality shall moreover be established in the manner determined by the Lieutenant-Governor in Council."

13. This act shall come into force on the day of its sanction.